

# L'Antidote à la Tyrannie est la Liberté, pas la Démocratie ou le Gouvernement International



[Source : [fr.gatestoneinstitute.org](http://fr.gatestoneinstitute.org)]

(Source de l'image : iStock)

Traduction du texte original: The Antidote to Tyranny is Liberty, Not Democracy or International Government

Le langage politique manipule le débat politique. En se définissant comme « pro-vie », les anti-avortement opèrent une manipulation sémantique qui fige les partisans de l'avortement en « pro-mort ». En se proclamant « pro-choix », les partisans de l'avortement placent leurs opposants dans le camp des « anti-choix ». Qui veut être « pro-mort » ou « anti-choix » ? Telle est la nature de la politique. Les mots sont des armes : habilement maniés, ils façonnent nos esprits pour le combat.

Quand les dirigeants occidentaux parlent beaucoup de démocratie et oublient les droits individuels, quand ils vantent les vertus des institutions internationales et diabolisent le nationalisme comme xénophobe et dangereux, il faut se rendre à l'évidence : la souveraineté nationale et les droits naturels inviolables sont la cible d'attaques directes dans tout l'Occident.

Très fréquemment, les politiciens européens et américains opposent les nations « démocratiques » à celles qui sont « autoritaires » : les premières sont la bonté même tandis que les secondes menaceraient l'existence même de la planète. Pourtant, après plus de deux ans de masques et de vaccins obligatoires après des mois de limitation des déplacements en raison du COVID-19, toutes mesures imposées aux populations occidentales par un exécutif ou un appareil administratif unilatéral – sans recours au législatif ou à un référendum public – il est difficile d'affirmer que les nations dites démocratiques sont débarrassées de leurs impulsions autoritaires.

Lorsque les présidents et les premiers ministres invoquent « l'état d'urgence » pour élaborer et appliquer leurs propres lois, les citoyens ne doivent pas se montrer surpris de la réserve inépuisable d'« urgences » dont ces dirigeants disposent en vue d'autres actions unilatérales. En cas de doute, il suffit de se reporter à la répression musclée des « Convois de la Liberté

» (Freedom Convoy) au Canada : le Premier ministre canadien Justin Trudeau a confisqué les comptes bancaires de tous les camionneurs qui manifestaient pacifiquement contre l'obligation vaccinale. Certains ont même été arrêtés sans égard pour le respect des procédures légales ou le droit à la liberté d'expression. L'« état d'urgence » proclamée par Trudeau a primé sur les droits personnels des citoyens canadiens.

La démocratie ne garantit pas qu'une société fonctionne de manière noble et juste. Dans une démocratie de cent citoyens qui fonctionne correctement, cinquante et un d'entre eux peuvent priver les quarante-neuf autres de leur droit de propriété, de leur liberté et même de leur vie. Si un membre de la minorité se retrouve esclave de l'État ou condamné à mort simplement parce que la majorité en a décidé ainsi, il ne chantera pas les louanges de la démocratie alors que son cou est serré dans un nœud coulant.

Les principes du fédéralisme (les pouvoirs du gouvernement souverain sont divisés entre une autorité centrale et ses parties constituantes locales) et de la séparation des pouvoirs (les fonctions judiciaires, législatives et exécutives du gouvernement sont réparties entre des branches distinctes et indépendantes) constituent des freins solides à la concentration de pouvoir et aux abus qui en découlent.

Cependant, dans les pays occidentaux, ce sont les droits naturels qui existent indépendamment et au-dessus de l'autorité constitutionnelle qui protègent le mieux contre l'injustice d'un gouvernement (démocratique ou non). Ces droits naturels – inviolables si l'on en croit la Déclaration d'Indépendance des États-Unis – protègent la liberté d'expression. Nul gouvernement ne peut censurer tel discours qui lui déplaît. Si la propriété privée avait été considérée comme un droit inhérent à chaque individu, Trudeau n'aurait pu s'en prendre si facilement aux comptes bancaires des manifestants au nom d'une situation qu'il avait lui-même déclarée « urgente ». Quand les droits naturels individuels sont considérés comme des « cadeaux » du gouvernement, ils disparaissent rapidement chaque fois que ce gouvernement le juge opportun.

Il est de plus en plus courant de voir les droits individuels attaqués en raison de leur caractère « égoïste » ou parce que contraires au « bien commun ». Si les chefs de gouvernement convainquent les citoyens que les droits personnels n'existent pas, ou qu'ils *ne devraient pas exister*, alors des gouvernements autoritaires représentant diverses nuances de communisme ou de fascisme ne manqueront pas de toquer à la porte.

L'État de droit n'empêche pas la tyrannie quand ce qui est injuste a été adopté de manière démocratique. Si une minorité électorale est vulnérable aux caprices de la majorité, alors un gouvernement démocratique apparaîtra à cette minorité comme extrêmement autoritaire. Et si votre vie, votre liberté ou vos biens sont en jeu, vous pourriez très bien préférer le jugement d'un dictateur bienveillant aux exigences d'une foule vengeresse, mais « démocratique ».

Le contraire de la tyrannie n'est pas la démocratie, mais la liberté et les droits individuels. Comment s'étonner que les dirigeants occidentaux rendent hommage à la démocratie et très peu aux libertés individuelles ? La civilisation occidentale devrait se souvenir que de dures batailles ont été menées en faveur de la liberté d'expression, de la liberté de religion et du libre arbitre. Tout avancement de la liberté humaine devrait être célébré comme un triomphe de la raison et de la rationalité sur les systèmes de pouvoir féodaux et leurs contrôles autoritaires. Toute société « libre » se distingue des régimes autoritaires par une protection sans faille des droits de l'homme qu'elle considère comme inviolables et qui existent indépendamment de la loi statutaire. Pourtant, la liberté et les droits individuels sont rarement mentionnés. Les dirigeants politiques chérissent plutôt les « vertus » de la démocratie et rien d'autre. Ce tour de passe-passe linguistique prive les citoyens occidentaux de leur patrimoine le plus précieux.

La rhétorique vaudou utilisée par les dirigeants politiques occidentaux pour remplacer la « liberté individuelle » par de vagues notions de « démocratie », a fait émerger une sorcellerie similaire pour remplacer la souveraineté nationale par des formes internationales de gouvernement. L'Union européenne, les Nations Unies et l'Organisation mondiale de la santé sont des structures institutionnelles créées pour affaiblir le vote individuel des citoyens d'une nation en cédant des pouvoirs nationaux autrefois souverains à des non-citoyens.

N'est-il pas étrange que les dirigeants occidentaux vantent la démocratie contre l'autoritarisme au moment même où ils diminuent le pouvoir de leurs électeurs au profit d'institutions étrangères ? Les nations « démocratiques » ne devraient-elles pas décider de leur propre destin ? Les nations qui transfèrent leur autorité à l'UE, l'ONU ou l'OMS, peuvent-elles toujours affirmer qu'elles jouissent de gouvernements démocratiques ?

« Nationalisme » est devenu un mot désobligeant, comme si tout ce qui est fait dans l'intérêt d'une nation en particulier était intrinsèquement suspect. Les citoyens qui expriment leur patriotisme en s'affirmant fiers de leur culture et de leur histoire nationale sont aujourd'hui réprimandés comme des culs terreux ou les adhérents d'une secte. Les mouvements politiques qui défendent l'autodétermination nationale (comme la coalition MAGA du président Trump aux États-Unis et le Brexit au Royaume-Uni) sont tournés en dérision, considérés comme « fascistes » ou « néo-nazis ». Même au sortir d'élections démocratiques, les vainqueurs sont néanmoins qualifiés de « menaces » pour la démocratie.

Pourquoi des gouvernements internationaux plus grands et plus larges seraient-ils plus vertueux et moins corrompus que leurs homologues nationaux ? Lorsque la République romaine est devenue l'Empire romain, ses institutions internationales sont-elles devenues intrinsèquement plus fiables ? Lorsque le Saint Empire romain a uni une grande partie de l'Europe, ses empereurs ont-ils semblé moins autoritaires ? Et si le parti nazi d'Hitler avait réussi à conquérir toute l'Europe, son « Union européenne » aurait-elle été plus

légitime que les gouvernements nationaux de Pologne, de Belgique ou de France ?

Il est aussi absurde de magnifier les institutions internationales au détriment des gouvernements nationaux, que de faire l'éloge de la démocratie sans tenir compte des libertés et des droits individuels. Il est plus facile de garder à l'œil un politicien local que d'exiger des comptes d'un fonctionnaire éloigné à Washington. DC, New York, Bruxelles ou Genève. Pourtant, les organismes internationaux jouissent aujourd'hui d'un immense respect, alors que les organismes nationaux sont traités avec mépris. C'est comme si la souveraineté nationale avait été démolie parce qu'on ne peut pas faire confiance aux votes des nations démocratiques pour servir les intérêts internationaux. Quand les dirigeants occidentaux reprennent les éléments de langage du Forum économique mondial, ils ne prennent pas leurs ordres de marche auprès de leurs électeurs. S'en remettre à des organisations non élues, non transparentes et non responsables semble une façon plutôt étrange de lutter contre l'autoritarisme.

Lorsque les populations nationales se voient refuser l'autodétermination et que les libertés individuelles sont considérées comme des privilèges et non comme des droits, la tyrannie n'est jamais loin. Des manipulations de langage ne changeront pas cette puissante vérité. Elles retarderont les règlements de compte politiques, mais ils n'en seront que plus explosifs le jour où ils auront lieu.

*JB Shurk écrit sur la politique et la société.*